

Unité inter-départementale Tarn-Aveyron
Cellule carrières – mines et après-mines
Centre administratif
ZAC de Bourran – 9 rue de Bruxelles
12000 RODEZ

Rodez, le 25/05/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 06/04/2023

Contexte et constats

Publié sur



SAS GUIPAL

Route de Camares
12360 Brusque

Références : 12-CARMIN-2023-15
Code AIOT : 0006803041

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/04/2023 dans l'établissement SAS GUIPAL implanté Crassous lieu-dit Al Rial - section AX n° 40 à 47 et 50 12400 Saint-Affrique. L'inspection a été annoncée le 27/03/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SAS GUIPAL
- Crassous lieu-dit Al Rial - section AX n° 40 à 47 et 50 12400 Saint-Affrique
- Code AIOT : 0006803041
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La carrière à ciel ouvert de calcaire , sise aux lieu dit "Le Crassous" sur la commune de Saint Affrique, est autorisée pour 30 ans pour une production moyenne de 50 000t/an, et maximale de 60 000t/an par arrêté préfectoral n° 2005-308-10 en date du 04 novembre 2005, et au bénéfice de la SAS GUIPAL par arrêté préfectoral complémentaire de changement d'exploitant n° 12-2022-06-23-0001 du 23 juin 2022.

La carrière était en activité au jour de la visite.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Registres et plans
- Conduite de l'exploitation
- Eaux de ruissellement et eaux d'exhaure
- Admission de matériaux inertes externes
- Affichage

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Plan d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 04/11/2005, article 22	/	Sans objet
2	Conduite de l'exploitation	Arrêté Préfectoral du 04/11/2005, article 144.	/	Sans objet
3	Eaux de ruissellement et eaux d'exhaure	Arrêté Préfectoral du 04/11/2005, article 24.3.2	/	Sans objet
4	Nouvelles prescriptions	Arrêté Préfectoral du 10/04/2020, article 1.1	/	Sans objet
5	Nouvelles prescriptions	Arrêté Préfectoral du 10/04/2020, article 1.4	/	Sans objet
6	Aménagements préliminaires	Arrêté Préfectoral du 04/11/2005, article 10	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection n'a pas relevé de non-conformités. L'inspection précédente en date du 23 juin 2022 faisait ressortir 2 observations (sécurité). Celles-ci ont été prise en compte et observées par l'inspection des installations classées le jour de la visite .
Les accès et le site sont entretenus et sécurisés.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Plan d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/11/2005, article 22
Thème(s) : Risques accidentels, Registres et plans
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant établit et met à jour au moins une fois par an un plan d'échelle adaptée, sur lequel figurent : e les limites de la présente autorisation ainsi qu'une bande de 50 mètres au-delà de celle-ci, e les bords des fouilles et les dates des relevés correspondants successifs, «Les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs ; + les Zones remises en état avec une symbolisation spécifique pour chaque type de terrain réaménagé et les pentes des talutages définitifs exécutés, * la position des ouvrages à préserver tels qu'ils figurent à l'article 20 ci-dessus. + L'emplacement des bornes déterminant le périmètre d'autorisation, le piquetage déterminant le périmètre d'extraction et le[s] bornes] de nivellement ; e les pistes et voies de circulation ; ° les zones de mise à stock des produits finis, des stériles, des terres de découverte... + les installations fixes de toute nature : traitement des matériaux, ateliers, dépôts de liquides inflammables, bascules, locaux... » Par ailleurs, l'exploitant établit et tient à jour un registre d'avancement des travaux permettant de repérer la date à laquelle une zone a été exploitée, par périodes qui ne seront pas supérieures à 6 mois. Les plans et registres visés au présent article sont mis, par l'exploitant, à disposition de tout propriétaire de la surface qui en fait la demande.
Constats : Le plan topographique 2022 présenté, fait apparaître tous les points définis dans la prescription précitée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Conduite de l'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/11/2005, article 144.
Thème(s) : Risques accidentels, Extraction
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'extraction des matériaux sera au-dessus du niveau 624 m NGF (seule la fosse de réception des eaux de la carrière pourra atteindre la cote 621 m NGF). L'exploitant et à la nature des terrains sans être inférieure à 10 m, L'exploitation sera réalisée selon le plan de phasage figurant en annexes [la à ITf Toute modification de ce phasage devra faire l'objet d'une information motivée préalable auprès de la Préfète. Le mode d'exploitation respecte notamment Les points suivants : > l'extraction des matériaux est réalisée en plusieurs gradins en cours d'exploitation, > la hauteur maximale de chacun des fronts est de 15 mètres maximum, > la largeur de la banquette sera adaptée à la technique d'exploitation mise en place par
Constats : L'exploitation se situe dans la 4ème phase quinquennale. Il est noté que la carrière avant le changement d'exploitant intervenu en juin 2022 n'était plus exploitée depuis environ 9 mois. Le mode d'exploitation depuis la reprise de l'activité sur le second semestre 2022, respecte les cotes NGF, la hauteur des fronts, et largeur des banquettes. La production à contrario de l'année 2022 devrait également être respectée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Eaux de ruissellement et eaux d'exhaure

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/11/2005, article 24.3.2
Thème(s) : Risques accidentels, Pollution accidentelle
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les eaux de ruissellement et les eaux d'exhaure de la carrière sont dirigées gravitairement vers le bassin de décantation situé en fond de carrière où elles s'infiltrant [...].
Constats : Les eaux de ruissellement et d'exhaure sont dirigées gravitairement jusqu'au point le plus bas et s'infiltrant après décantation. Les stockages de matériaux marchands sont stables et positionnés de façon à ne pas entraver le cheminement des eaux. L'ensemble du réseau des eaux de ruissellement est entretenu.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Nouvelles prescriptions

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/04/2020, article 1.1
Thème(s) : Risques accidentels, Admission de matériaux inertes externes — Généralités
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La société COSTE TRAVAUX PUBLICS est autorisée à accueillir des matériaux inertes externes destinés à être valorisés sur le site. Le volume de matériaux inertes provenant de l'extérieur est limité à 80 000m ³ et s'effectue jusqu'au 30 avril 2020. Les matériaux inertes externes sont des déblais calcaires de terrassement, non pollués, issus de construction du transformateur électrique RTE (Réseau de Transport d'Électricité) sur la commune de Saint-Victor-et-Mellevieu. Tout autre apport de matériaux sur le site est interdit. L'exploitant tient une comptabilité des volumes entrants.
Constats : Le volume des matériaux inertes provenant de l'extérieur limité à 80 000m ³ a été respecté (base de la comptabilité des volumes entrants et stockés 2020) et le plan topographique en date du 30 juillet 2020 identifie les surfaces. Depuis le 30 avril 2020, il n'y pas eu d'autres apports de matériaux sur le site.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Nouvelles prescriptions

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/04/2020, article 1.4
Thème(s) : Risques accidentels, Stockage — Stabilité
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les zones de stockage des matériaux inertes externes sont construites, gérées et entretenues de manière à assurer la stabilité physique des vers de stockage. Ce stockage ne nuit pas à la qualité du sol ainsi qu'à la qualité et au bon écoulement des eaux [...].
Constats : Les zones construites et stables de stockage des matériaux inertes externes acceptés jusqu'au 30 avril 2020 sont situées au Nord et Nord-Est du site. L'importante verse au Nord-Est du site est en partie traversée en son milieu par une risberme de 10 mètres de large, pour casser la pente, maintenir la stabilité et à terme, améliorer la circulation intra-site. Cette risberme est actuellement en phase travaux jusqu'à atteindre son extrémité.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Aménagements préliminaires

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/11/2005, article 10
Thème(s) : Risques accidentels, Risques accidentels, affichage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Avant le début de la poursuite de l'exploitation, l'exploitant est tenu de mettre en place à ses frais et sur chacune des voies d'accès au chantier des panneaux indiquant en caractères apparents : son identité, la référence de l'autorisation, l'objet des travaux et l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté. L'ensemble des panneaux est maintenu en bon état.
Constats : La carrière a fait l'objet en juin 2022 d'un changement d'exploitant. La signalétique identitaire et de référence de l'autorisation au niveau de l'accès au site est à jour. Les signalétiques de sécurité sont présentes lisibles in situ et aux abords du site. (prise en compte des observations de l'inspection des installations classées en date du 23 juin 2022).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet